



Le jeudi 14 fév 2008

Manifeste contre la réforme scolaire

[Isabelle Hachey](#)

La Presse

Jugeant que «la réforme de l'éducation est un échec» et que «son implantation aveugle et obstinée met en péril l'avenir de nos élèves et de la société québécoise», 52 personnalités, pour la plupart issues du monde de l'éducation, ont signé un manifeste exigeant l'annonce immédiate d'un moratoire sur son implantation en 4e et 5e secondaire et à l'éducation aux adultes.

C'est ce fameux manifeste, officiellement lancé hier soir, qu'avaient signé des ténors péquistes, dont Bernard Landry, plongeant dans l'embarras leur chef Pauline Marois.

«Nous sommons le gouvernement du Québec de prendre ses responsabilités et d'arrêter immédiatement l'implantation de la réforme de l'éducation», peut-on lire dans ce manifeste, signé par les présidents de huit syndicats d'enseignement et par de nombreux universitaires, dont la linguiste Marie-Éva de Villers et le sociologue Michel Freitag.

Parmi les autres personnalités, notons l'ancien ministre péquiste Joseph Facal, le député bloquiste Raymond Gravel et le député adéquiste François Desrochers. Jean-François Lisée, proche conseiller de Mme Marois, l'éditeur Michel Brûlé, ainsi que l'ancien felquiste Paul Rose sont aussi au nombre des signataires.

Ils jugent la situation «alarmante». Depuis l'implantation de la réforme, disent-ils, les résultats scolaires des élèves québécois aux tests internationaux indiquent une régression, la maîtrise des fondements de la langue française décline de façon inquiétante et les enseignants notent de plus en plus de lacunes dans le degré de maîtrise des connaissances par les élèves.

The logo for cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red rounded rectangular background.

Le mercredi 13 fév 2008

«Stoppons la réforme» récolte d'autres appuis

Presse Canadienne
Montréal

La coalition «Stoppons la réforme» fait une nouvelle offensive afin de convaincre Québec de mettre un frein à la réforme de l'éducation au niveau des quatrième et cinquième secondaires.

Le groupe réclame des ajustements dans le but d'éviter que les élèves ne soient sacrifiés du point de vue de l'acquisition des connaissances.

Avec un nouvel appui, celui de 52 personnes reliées de près ou de loin au monde de l'écriture ou de l'éducation, la coalition a lancé un manifeste. Elle y résume les tenants et aboutissants de la réforme et surtout, elle exige que tous les programmes d'études et la politique d'évaluation des apprentissages tiennent compte des connaissances et non des compétences.

Selon le porte-parole de la coalition et président de la Fédération autonome de l'enseignement, Yves Saint-Germain, la réforme actuelle engendrera des lacunes importantes dans le bagage de connaissances des élèves qui accéderont difficilement aux études collégiales.

M. Saint-Germain souhaite un moratoire sur l'application de la réforme aux quatrième et cinquième secondaires et des modifications à la réforme actuelle de la première année du primaire à la troisième année du secondaire.

La coalition souhaite notamment un meilleur enseignement des règles de base de la langue française et des mesures concrètes d'aide pour tous les élèves en difficulté.

Oui à l'enseignement intensif de l'anglais à l'école

24 heures
14 fév p5 ✓

Le député péquiste Sylvain Simard vient à la rescousse de sa chef, Pauline Marois, et se dit lui aussi favorable à l'enseignement intensif de l'anglais dès le primaire, même si cette idée soulève la controverse dans les rangs souverainistes.

« Ce qui est important, et on le sait, pour apprendre une langue, ce n'est pas du saupoudrage pendant des années d'une heure par-ci par-là, ce sont des cours intensifs », a déclaré hier l'ex-ministre de l'Éducation. Le député de Richelieu réagissait à la mise au point faite par Mme Marois, à la suite de déclarations précédentes sur l'enseignement de l'anglais qui avaient fait des vagues.

Rappelons que, la semaine dernière, dans une entrevue à un quotidien, Mme Marois s'était montrée favorable à l'enseignement intensif de l'anglais dès la cinquième année du cours primaire, voyant même d'un bon œil, par exemple, que les cours d'histoire et de géographie soient donnés en anglais.

À la suite du tollé soulevé par sa proposition, Mme Marois a reculé et jugé que ce n'était pas un bon exemple. M. Simard a renchéri pour dire que l'idée d'enseigner l'histoire en anglais aux enfants du primaire n'était pas la suggestion du siècle, tout en se rangeant derrière sa chef sur le fond.

(La Presse Canadienne)

La recherche explose à l'Université d'Ottawa

D4

La recherche fera un pas de géant à l'Université d'Ottawa avec une subvention de 6 millions \$ du gouvernement ontarien.

La députée d'Ottawa-Vanier, Madeleine Meilleur, en a fait l'annonce hier. Cet investissement est destiné à la recherche dans des domaines de pointe.

« Nous sommes dans la course pour se retrouver parmi les meilleurs », a lancé la députée flanquée du ministre de la Recherche et de l'Innovation, John Wilkinson.

La subvention sera distribuée entre trois projets qui visent le développement à long terme.

Le chercheur Leta Fernandes recevra un million \$ pour un projet de transformation des déchets en énergie, alors que deux millions \$ seront remis à Emil Petriu qui tente de développer un système d'identification d'un individu parmi une foule. Plus de trois millions \$ seront donnés à Hussein Mouftah pour élaborer des senseurs sans fil.

(Sun Media)

24 heures 12 fév ✓



Le jeudi 14 fév 2008

Pauline Marois reçoit des appuis

[Malorie Beauchemin](#)

La Presse

Québec

Forcée d'expliquer de nouveau sa position sur le bilinguisme des Québécois, Pauline Marois a reçu divers appuis hier, provenant de sa formation politique comme de l'extérieur.

La chef du Parti québécois avait soulevé le débat la semaine dernière en affirmant que tous les Québécois devraient être bilingues, voire que certaines matières devraient être enseignées en anglais, incluant l'histoire ou la géographie.

«Je pense que c'est un atout considérable dans la vie d'être bilingue et j'espère sincèrement que tous les Québécois puissent avoir l'occasion de devenir bilingue, mais aussi de vivre dans un État francophone en Amérique du Nord, a estimé hier le ministre libéral de la Santé, Philippe Couillard. Pour avoir du succès dans le monde actuel, il faut au moins être bilingue, et trilingue si possible.»

Interrogé sur le débat soulevé par Mme Marois, il a semblé tenir le même discours que la chef péquiste. «Je ne vois pas ce qu'il y a de dangereux à dire que tout le monde gagne à être bilingue», a-t-il dit.

D'abord vilipendée par l'auteur Victor-Lévy Beaulieu, puis critiquée par des vétérans souverainistes, comme Gérald Larose et Yves Michaud, qui estiment que sa position conduirait le Québec à l'assimilation, Mme Marois était sur toutes les tribunes, hier, pour défendre sa position. Elle admettait toutefois, dans une lettre aux journaux, que l'exemple des cours d'histoire en anglais était inadéquat.

«Mme Marois a bien remis les pendules à l'heure. Il ne s'agit pas d'un bilinguisme de la société, il s'agit d'un bilinguisme individuel, a souligné le député péquiste de Richelieu, Sylvain Simard. M. Landry et M. Parizeau disaient la même chose. Les jeunes Québécois doivent apprendre une deuxième langue, voire une troisième.»

M. Simard s'est réjoui de voir sa chef revenir en arrière sur l'idée d'enseigner l'histoire en anglais, estimant que «ce n'était pas la suggestion du siècle». Il s'est néanmoins dit en accord avec l'idée d'instaurer des cours intensifs, la meilleure façon, selon lui, d'apprendre une langue.

Du côté de la formation de gauche Québec solidaire, la porte-parole, Françoise David, s'est aussi rangée derrière les propos de Mme Marois dans ce dossier.

«Elle dit essentiellement que les jeunes Québécois doivent parler correctement leur langue, que tout le monde au Québec doit savoir le français et que le français doit demeurer la langue commune des Québécois; nous sommes d'accord. Elle ajoute que ce serait une bonne idée que les jeunes Québécois parlent aussi anglais ou même une troisième langue; nous sommes d'accord», a expliqué Mme David, ajoutant que de renoncer à l'idée de proposer des cours d'histoire en anglais était «une très bonne idée».

canoe network ... cnews



February 14, 2008

Autistic program faces axe

By AEDAN HELMER, SUN MEDIA

It's the 11th hour for families of autistic and special needs children, as a vital summer learning program is on the chopping block.

Public school board trustees heard last night from parents' delegations and debated the challenges faced in maintaining the program at the business and services committee.

The program's fate, with a final decision to come at the Feb. 26 board meeting, will likely hinge on a recommendation that wasn't expected to come until late last night.

Brenda Reisch, executive director of Children at Risk and the mother of an autistic child, said it would be "morally and ethically unconscionable" for the board to axe the program.

Reisch said autistic children benefit from structure and routine, and have difficulty self-managing through a long summer break.

More than 300 students participate in the July program in three locations across the city. Since it's not part of the provincial mandate, most of the \$700,000 annual tab has been picked up by the board.

"If we approve this, then it puts us into deficit," said board of trustees vice-chairman Riley Brockington, adding he would only support the existing program as "a last resort."

He suggested an amendment that would see the program cost divided equally among parents, board, province and a charitable third party. Brockington said parents he's spoken with would be willing to pay \$25 per day if it meant saving the program.



Thursday » February
14 » 2008

McGuinty calls for reflection on Lord's Prayer Replacing recitation at legislature 'unacceptable,' Tories say

Jordana Huber

The Ottawa Citizen

Thursday, February 14, 2008

TORONTO - The Lord's Prayer, recited by the Speaker at the beginning of each Ontario legislative session, doesn't reflect Ontario's diversity, Premier Dalton McGuinty said yesterday as he called for a new approach to begin daily proceedings.

Mr. McGuinty said it was time to "move beyond" the Lord's Prayer to a more inclusive custom that better reflects Ontario's multiculturalism.

In a letter to opposition leaders, the premier called for an all-party legislative committee that would seek input from citizens and religious groups before making recommendations to Queen's Park.

According to the 2006 census, one-third of Ontario's population was born outside Canada.

In the Toronto region, more than half the population was born in another country.

Mr. McGuinty said the province has not changed its daily recitation since 1969, while other jurisdictions have moved to adjust their customs to better reflect changing times.

The premier denied the changes were proposed to smooth tensions left over from election rhetoric that saw faith-based school funding hotly debated.

"No, like the modernization of the House itself, I think it's a reflection of the times," Mr. McGuinty said. "We're much more than just Protestants and Catholics today. We have all the world's faiths represented here. If they're represented outside the legislature, I think we ought to find a way to ensure that their diversity is reflected inside the legislature as well."

Earlier this week, the Liberals proposed to start daily proceedings in the upcoming session at 9:30 a.m. instead of the current 1:30 p.m., while eliminating evening sittings to make the legislature more family friendly.

Progressive Conservative leader John Tory said his party was open to looking at new morning customs, but balked at Mr. McGuinty's implication that the Lord's Prayer would be replaced altogether.

"That is completely unacceptable to us," Mr. Tory said. "Part of respecting the tradition of the legislature is keeping the Lord's Prayer. That doesn't mean we wouldn't be open to other prayers being added."

NDP House leader Peter Kormos said his party would also take part in discussions, but warned the premier he might inspire a movement to remove any reference to religion.

"The premier is trying to show how pluralistic he's prepared to be when it comes to faith communities," Mr. Kormos said. "But I think he'd better be careful because there are going to be folks from the humanist perspective who are going to argue 'well, if you open that box, then let's not have any prayer at all'."

A federal all-party committee agreed on the wording for a new non-sectarian prayer for the House of Commons in 1994.

It was first used in 2004 while the Senate formalized rules around prayer in 1991.

Newfoundland and Labrador has no daily prayer, while Quebec has a daily moment of reflection.

Alberta uses a selection of non-denominational prayers and, on certain occasions, uses special prayers.

In British Columbia, the practice is to rotate among members who can use a set list of non-denominational prayers.

Saskatchewan has used the same prayer that was established by an all-party committee in 1931, while Manitoba also has a daily prayer that was established years ago.

The Speaker of the Nova Scotia assembly recites a prayer written in 1972, followed by the Lord's Prayer.

In New Brunswick's legislature, the same prayer has been recited since 1801 by a chaplain or the Speaker, followed by the Lord's Prayer.

The Lord's Prayer is also recited in P.E.I.'s legislature before doors are opened to the public. Prayers are also offered for the Queen and members of the legislative assembly.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Thursday » February
14 » 2008

Space crunch to create skills shortage, college warns

Algonquin president stresses looming crisis during pitch for \$136M expansion

Pauline Tam

The Ottawa Citizen

Thursday, February 14, 2008

Algonquin College is so tight for space that it is turning away students who want to train in the high-demand fields of health care and the construction trades, said the college's president.

At a meeting of business and community leaders yesterday, Robert Gillett cited the space crunch and a looming skills shortage in his pitch for a \$136-million growth plan.

The college is seeking nearly \$100 million in government funding for a proposed expansion of its Woodroffe Avenue and Pembroke campuses. It plans to cover the remaining \$36 million through reserve funds and fundraising.

Mr. Gillett said of the 39,000 applications to the college last fall, only 7,400 were accepted. The remainder either didn't qualify, or were turned away because there wasn't enough room for them. However, Mr. Gillett could not say how many applicants were turned away because of space constraints.

"In Ontario, we have a very strange situation where you have a high applicant demand to get skills to become the workers of the future and we're turning them down," said Mr. Gillett.

He warned of an anticipated surge in students as baby boomers retire and Ontario moves from an economy of labour surplus to one of labour shortage for the first time in living memory.

The construction trades are already facing a skills crunch, forcing builders to turn down projects because they don't have enough workers to fill the jobs, said Mr. Gillett. "This city is already experiencing serious workforce shortages and that is only going to grow."

The college, which has been lobbying the federal and Ontario governments for funding, is using the prospect of a looming skills shortage to mount a push for support ahead of next month's provincial budget.

Mr. Gillett expressed hope that the budget would contain pledges of funding for the planned expansion.

According to Kurtis Kitagawa, a principal research associate with the Conference Board of Canada, Ontario could be short more than 500,000 workers by 2030 as the population of retirees outnumbers those entering the workforce.

Starting in 2014, the province will need more skilled workers -- from carpenters to health workers -- to fuel its economy, Mr. Kitagawa told yesterday's meeting.

That will require businesses and governments to not only invest more in skills training, but also ensure that the most underprivileged Canadians -- young aboriginals, high school drop-outs and children whose parents never went beyond high school -- have the skills to be full contributors to the workforce.

As part of its proposed expansion, Algonquin has plans to build a \$69-million centre devoted to the skilled trades and a \$35-million building to train health workers. Another \$32 million has been earmarked for the construction of a new Pembroke campus on prime waterfront land along the Ottawa River.

The City of Pembroke has already donated six hectares of land worth \$1 million, while the City of Ottawa has donated more than 1.5 hectares of prime land, worth about \$3.2 million, on the west side of Woodroffe Avenue. It has also agreed to fund a \$5-million pedestrian bridge over Woodroffe.

Algonquin officials say the larger campuses would add more than 50 new classrooms and labs and open up an additional 2,600 student spaces.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.

canoe network ... **cnews****OTTAWA
SUN**

February 14, 2008

Manotick beats Minto ... for now

Massive development nixed by city, but OMB appeal is likely

By **DEREK PUDDICOMBE, CITY HALL BUREAU**

City council has voted against doubling the size of Manotick.

Although Minto, the Ottawa development company that wants to build 2,000 more homes in the rural village, agreed to drop 635 homes from its original plan, councillors decided the development was still too large.

Manotick falls in Rideau-Goulbourn Coun. Glenn Brooks' ward and he argued the pace and rate of growth of the massive project is far beyond what Manotick can handle.

Jack Stirling, Minto's vice-president was surprised and felt deceived by Brooks yesterday after council voted against allowing Minto to proceed with the project.

Stirling said it was Brooks who provided the recent numbers to Minto and said those numbers would be acceptable to the village's community associations. Stirling said he was led to believe a deal had been worked out.

NO COMPROMISE

A motion introduced by Alta Vista Coun. Peter Hume at yesterday's council meeting suggested that instead of building 2,000 homes over the next decade, Minto would build 1,000 homes by 2020 and an additional 365 homes by 2023.

"I thought there was a willingness to work," said Stirling, who added there is no chance they will pull the project off the table. "Hume's motion was discussed and encouraged to be put on the table by Coun. Brooks. I'm surprised."

Brooks denied he agreed with the compromise before yesterday's meeting.

TOO FAST

Brooks also had support from his rural colleagues.

Cumberland Coun. Rob Jellett agreed with Brooks that the rate of growth was too quick.

"I don't believe doubling the size of a village is the way to protect the rural nature in Ottawa," he said.

Osgoode Coun. Doug Thompson also doesn't want to see a similar development in his ward.

But voting against the plan could backfire on Manotick residents who don't want the project to proceed.

Councillors who voted in favour of the project tried to convince councillors and community leaders that Minto is likely to appeal the decision to the Ontario Municipal Board and win.

Kanata-North Coun. Marianne Wilkinson and Barrhaven Coun. Jan Harder said the city will spend almost \$1 million in an appeal and that Minto will likely ask the OMB to approve the 2,000-home project it had initially sought.



Manotick residents give a standing ovation yesterday after council voted down the proposed Minto development in Manotick. (BLAIR GABLE/SUN MEDIA)

"Those people think they won, but they didn't," Harder said.

"Minto is going to get their 2,000 homes."